

23 juin 2025

Lettre de mandat: Une action parlementaire immédiate est nécessaire pour mettre fin au commerce d'armes entre le Canada et Israël

Cher(ère) député(e),

Le 28 avril, vos électeurs et électrices vous ont élu·e pour nous représenter à Ottawa. Nous vous avons confié la responsabilité de porter nos valeurs, de faire respecter le droit international et d’agir de manière décisive face aux enjeux les plus pressants de notre époque. En tant que membre du 45e Parlement du Canada, vous devez remplir ce mandat avec détermination et urgence.

Le contexte : un défi moral

Aujourd’hui, alors que plus de deux millions de personnes sont intentionnellement affamées et bombardées sans relâche à Gaza, nous vous demandons de mettre un terme à la complicité directe du Canada dans l’une des crises morales les plus graves de notre époque.

Le 20 mai, le Canada a rejoint le Royaume-Uni et la France en menaçant de prendre des mesures concrètes contre l’Israël. Mais les mots ne suffisent pas : Gaza a besoin de votre action.

Nous, vos électeurs et électrices, vous demandons de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour obliger le gouvernement canadien à imposer immédiatement à l’Israël un embargo sur la vente d’armes total et dans les deux sens.

Plus de 18 mois après le début de l’assaut génocidaire de l’Israël contre Gaza, au moins 53 655 Palestinien·ne·s ont été tué·e·s et plus de 121 000 blessé·e·s. Des quartiers entiers ont été réduits en ruines, des hôpitaux ont été détruits exprès et les systèmes de survie de base — l’eau, l’électricité, les soins de santé et la distribution de nourriture — ont été systématiquement démantelés par l’Israël. De plus, et malgré la condamnation mondiale, l’Israël continue d’entraver régulièrement l’acheminement de nourriture, d’eau et de fournitures médicales vitales — une tactique largement reconnue par le droit international comme étant un crime de guerre.

Le Canada est complice de ce génocide.

Malgré les propos contraires de l’ancienne ministre des Affaires étrangères, votre gouvernement continue d’autoriser les exportations militaires vers l’Israël, permettant ainsi à cette dévastation d’avoir lieu.

Chaque jour, l’Israël assassine des Palestinien·ne·s avec de l’artillerie fabriquée au Canada, des avions de chasse F-35, des hélicoptères d’attaque Apache et des drones Elbit produits avec des pièces et des technologies canadiennes.

Les priorités du peuple

Nous, le peuple, émettons donc le mandat suivant. Vous devrez :

1. Exprimer immédiatement et publiquement votre soutien à l'adoption par le Canada d'un embargo à double sens sur les armes envers l'Israël. Déclarez-le en tant que membre du Parlement et signez l'appel disponible sur le site armsembargonow.ca/fr
2. Rédiger une lettre adressée à la ministre des Affaires étrangères, Anita Anand, au ministre de la Défense nationale, David McGuinty, au ministre du Commerce international, Maninder Sidhu, et au Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Joël Lightbound, que vous publierez sur les réseaux sociaux pour les exhorter à :
 - a. Imposer d'urgence un embargo total et dans les deux sens sur les armes pour et de l'Israël par le biais de la législation canadienne sur les sanctions unilatérales.
 - b. Annuler tous les permis de transfert d'armes, de pièces et de composants d'armes vers l'Israël, et mettre fin immédiatement à toutes livraisons directes.
 - c. Mettre fin aux transferts indirects d'armes via les États-Unis en interdisant leur envoi sous forme d'aide militaire ou leur revente à l'Israël par les États-Unis. Exiger des garanties d'utilisation finale pour toutes armes transférées aux États-Unis afin de s'assurer qu'elles n'aillent pas en Israël.
 - d. Annuler tous les contrats et achats prévus de biens militaires en provenance d'Israël.
 - e. Mettre à jour le code canadien de l'approvisionnement afin d'exclure les entreprises impliquées dans l'occupation illégale israélienne, l'apartheid en Israël et le génocide perpétré par l'Israël à Gaza et en Cisjordanie.

Nous rejetons l'idée que la commodité économique ou politique puisse justifier d'une complicité dans un génocide. Nous refusons que le Canada continue de fournir des armes ou tout soutien à un gouvernement qui fait résolument mourir de faim des enfants.

L'histoire se souviendra de ce moment et de votre choix : si vous avez pris parti pour la justice ou pour la dépravation morale.

Alors que cette lettre de mandat prend la même forme que celle que vous avez reçue du Premier ministre Mark Carney, celle-ci émane d'une autorité bien plus élevée : vos électeurs et électrices. Le peuple. La conscience du Canada.

Nous n'oublierons pas la manière dont vous répondrez et agissons en conséquence.

Cordialement,

Vos électeurs et électrices

Embargo sur les armes maintenant

ArmsEmbargoNow.ca/fr | Info@ArmsEmbargoNow.ca

23 juin 2025

Note d'information: L'état du commerce d'armes entre le Canada et Israël

A. Résumé

À compter de la clôture du Parlement le 20 juin 2025, des entreprises canadiennes continuent d'exporter des armes, des composants et des technologies militaires vers Israël, y compris via les États-Unis. Le Canada continue également d'acheter et d'importer des biens militaires en provenance d'Israël. La poursuite du commerce d'armes entre le Canada et Israël, que ce soit directement ou par le biais d'intermédiaires, fait courir au Canada le risque d'être complice des graves violations des droits de l'homme commises par Israël à Gaza et en Cisjordanie.

Le Canada doit de toute urgence prendre des mesures décisives pour mettre fin au commerce des armes avec Israël, qui commet des violations flagrantes du droit international, notamment le génocide, l'apartheid et l'occupation illégale, en garantissant une interdiction hermétique du transfert d'armes entre Israël et le Canada, y compris les armes acheminées par les États-Unis.

B. Contexte & Preuve

Le commerce d'armes entre le Canada et Israël s'effectue actuellement par trois voies distinctes:

1. L'exportation de biens militaires du Canada vers Israël via les États-Unis, sans réglementation ni déclaration

Chaque année, le Canada exporte pour plus de deux milliards de dollars de matériel militaire vers les États-Unis.¹ Les accords diplomatiques entre les deux pays dispensent de permis la grande majorité de ces exportations militaires vers les États-Unis.²

Certains de ces biens militaires sont exportés du Canada vers les États-Unis pour être ensuite expédiés en Israël. Par exemple, en septembre 2024, un contrat a été attribué à la Corporation commerciale canadienne (CCC) pour la production de propergols d'artillerie dans une usine de General Dynamics Ordnance and Tactical Systems (GD-OTS) au Québec, afin que le ministère américain de la défense puisse à son tour approvisionner Israël.³ L'usine de production de GD-OTS à Valleyfield, au Québec, est le seul fournisseur des États-Unis pour cette variante de carburant explosif nécessaire au lancement d'obus d'artillerie de 155 mm,⁴ qui ont été largement utilisés par Israël dans ses attaques contre Gaza.⁵

D'autres composants d'armes exportés du Canada vers les États-Unis sont intégrés dans des systèmes d'armes - tels que des navires de guerre, des drones, des avions de chasse, des missiles et des hélicoptères d'attaque⁶ - avant d'être exportés vers Israël. Il s'agit de systèmes d'armes que le Canada

n'exporterait pas directement vers Israël dans le cadre de la politique actuelle, en raison des obligations qui lui incombent en vertu du traité sur le commerce des armes. Pour ne citer qu'un exemple, les entreprises canadiennes font partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement et des opérations de maintenance des avions de combat F-35, largement utilisés dans les bombardements israéliens en cours sur Gaza.⁷ Au moins 110 fournisseurs canadiens ont obtenu des contrats pour le programme F-35,⁸ et une étude commandée par Lockheed Martin en 2018 révèle que chaque avion F-35 contient des composants canadiens d'une valeur de 2,3 millions de dollars américains.⁹ En janvier 2023, Anita Anand, alors ministre canadienne de la Défense nationale, a déclaré qu'« environ trois mille F-35 devraient être produits pour des partenaires et des alliés dans le monde entier - et chacun de ces jets comprendra également des composants canadiens - des pièces de train d'atterrissage aux pièces de moteur, en passant par les logiciels ».¹⁰ Notamment, certains composants du F-35 essentiels aux jets israéliens sont fabriqués uniquement au Canada - par exemple, l'usine d'Ottawa de la société canadienne Gastrops est le seul fournisseur du capteur de moteur de chaque F-35.¹¹ Les avions de combat modernes tels que les F-35 nécessitent une maintenance importante pour rester fonctionnels,¹² et la flotte israélienne est soutenue par des livraisons de pièces de rechange en provenance de pays partenaires sur une base continue.¹³

2. L'exportation de matériel militaire directement du Canada vers Israël

Le gouvernement canadien a délivré des permis à des entreprises canadiennes afin qu'elles puissent exporter des biens militaires directement vers Israël. Un grand nombre de ces autorisations restent valables à ce jour. D'octobre à décembre 2023, Affaires mondiales Canada (AMC) a approuvé un nombre record de nouveaux permis d'exportation d'armes vers Israël, y compris des systèmes électroniques, des explosifs et des composants d'aéronefs, pour un montant total de 28,5 millions de dollars.¹⁴ En janvier 2024, Affaires mondiales Canada a suspendu la délivrance de tout nouveau permis d'exportation d'armes vers Israël et a promis de maintenir cette pause jusqu'à ce qu'il puisse s'assurer que ces armes ne seraient pas utilisées en violation du droit international.¹⁵ En août 2024, la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Mélanie Joly, a annoncé que GAC avait en outre suspendu « environ » 30 des permis existants qui avaient été délivrés avant l'entrée en vigueur de la pause.¹⁶ Si certains des permis restants ont expiré ou ont été exécutés, une centaine d'entre eux restent actifs aujourd'hui et continuent d'autoriser l'expédition des biens militaires énumérés.¹⁷ En effet, le rapport annuel¹⁸ d'Affaires mondiales Canada sur les exportations d'armes canadiennes, publié le 5 juin 2025, a confirmé que malgré la suspension de janvier 2024 de la délivrance de nouvelles licences d'exportation d'armes vers Israël, 164 des licences d'exportation précédemment approuvées ont été utilisées en 2024 pour permettre aux entreprises canadiennes d'exporter pour 18,9 millions de dollars de biens militaires vers Israël tout au long de l'année. Cela comprenait 2,2 millions de dollars d'exportations dans la catégorie « bombes, torpilles, roquettes, missiles, autres engins et charges explosifs et équipements et accessoires connexes ». À ce jour, le GAC n'a pas envoyé d'avis aux exportateurs ni fourni d'autres preuves substantielles que ces suspensions ont eu lieu.

3. L'importation de matériel militaire d'Israël au Canada

Enfin, le Canada achète et autorise l'importation de technologies militaires et à double usage auprès

d'entreprises israéliennes. Les armes que les entreprises israéliennes produisent et déploient contre les Palestiniens, y compris pendant la guerre actuelle contre Gaza, sont vendues à des clients internationaux comme le gouvernement du Canada comme étant « testées au combat » et « éprouvées au combat ».¹⁸ L'achat par le Canada de ces armes fabriquées par Israël permet à l'industrie militaire israélienne de réaliser des bénéfices. En 2022, dernière année pour laquelle ces données étaient disponibles, le Canada était le sixième plus gros client d'armes d'Israël.¹⁹

Par exemple, en décembre 2023, le gouvernement canadien a annoncé son intention d'acheter pour 43 millions de dollars de missiles Spike LR2 à la société d'armement publique israélienne Rafael.²⁰ Ces missiles sont actuellement utilisés par Israël à Gaza.²¹ Le Canada a également signé plusieurs contrats avec Elbit Systems, la plus grande entreprise d'armement israélienne, pour l'achat, par exemple, de leur drone Hermes 900 StarLiner,²² de systèmes d'alerte de missiles à infrarouge²³ et de systèmes de gestion de combat Torch X.²⁴ Ces achats soutiennent un complexe militaro-industriel qui est en train de se développer. Ces achats soutiennent un complexe militaro-industriel qui dépend entièrement de la violation permanente du droit international par Israël dans les territoires palestiniens occupés.

C. Qu'est-ce qu'un embargo sur les armes ?

Le gouvernement du Canada définit un embargo sur les armes comme une sanction qui « vise à empêcher les armes et le matériel militaire de quitter ou d'atteindre un pays ciblé. Il interdit l'exportation et l'importation d'armes et de matériel connexe à destination et en provenance du pays ciblé, et peut également interdire la communication de données techniques ou de transactions financières liées à des activités militaires ».²⁵

La législation canadienne, fondée sur le traité sur le commerce des armes, exige que le Canada cesse d'autoriser l'exportation de technologies militaires lorsqu'il existe un risque substantiel que ces exportations soient utilisées pour commettre ou faciliter des violations graves du droit international humanitaire ou des droits de l'homme, ou pour commettre des actes de violence graves à l'encontre de femmes et d'enfants. Ce risque est indéniable.

D. Recommandations politiques

1. Le ministre des Affaires étrangères doit utiliser la Loi sur les mesures économiques spéciales (LMES) du Canada, notre législation sur les sanctions unilatérales, pour imposer d'urgence un embargo complet sur les armes dans les deux sens à Israël.
2. Le ministre des Affaires étrangères, usant de son autorité en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI), doit annuler toutes les licences de transfert d'armes, de pièces et de composants vers Israël et mettre fin immédiatement à toutes les expéditions directes.
3. Le ministre des Affaires étrangères, par l'intermédiaire de la loi sur les licences d'exportation et d'importation, doit mettre fin aux transferts indirects d'armes vers Israël via les États-Unis en interdisant que des armes canadiennes soient envoyées comme aide militaire à Israël ou vendues par les États-Unis à Israël.
 - a. Exiger des garanties d'utilisation finale pour toutes les armes transférées aux États-Unis

afin qu'elles ne finissent pas en Israël.

- b. Annuler toutes les autorisations générales de transfert d'armes vers les États-Unis et exiger des autorisations individuelles pour tous les transferts d'armes vers les États-Unis.
 - c. Le ministre de la Défense nationale et le secrétaire d'État approvisionnement en matière de défense doivent annuler tous les contrats et achats prévus de biens militaires en provenance d'Israël.
4. Le ministre de la Défense et le secrétaire d'État approvisionnement en matière de défense doivent annuler tous les contrats et achats prévus de biens militaires en provenance d'Israël.
 5. Le ministre de la transformation du gouvernement, des travaux publics et de l'approvisionnement doit mettre à jour le code de conduite du Canada en matière de marchés publics afin d'y inclure des mesures empêchant l'achat d'armes auprès d'entreprises impliquées dans l'occupation illégale, le système d'apartheid et le génocide d'Israël dans les territoires palestiniens occupés.

Sources

¹ “Thanks to the Defence production Sharing Agreement (DPSA) and Defense Federal Acquisition Regulation Supplement (DFARS), Canadian firms enjoy a unique relationship with the U.S. Dept of Defense (DoD) market that allows them to compete on equal footing with American firms. *The U.S. DoD relies on Canadian exports for a vast array of military goods and services — everything from technologies and transportation to manufacturing and R&D — to the tune of more than \$2 billion a year.*” Canadian Commercial Corporation, “DPSA & DFARS: Agreements for U.S. Military to Buy from Canada,” 2022.

<https://www.ccc.ca/en/insights-for-exporters/dpsa-dfars-agreements-for-us-military-to-buy-from-canada/>

² Export controls apply to all foreign destinations. However, *due to Canada’s close and long-standing military cooperation with the United States, including the 1956 Defence Production Sharing Agreement that underpins the integrated nature of North America’s defence industry, Canada and the United States have reciprocal arrangements to ensure permit-free/licence-free movement of most military items between our two countries.* For Canada, this has meant permit exemptions for most Group 2 exports destined to the United States. Consequently, Global Affairs Canada collects data for exports of Group 9 goods and a small sub-set of goods for which individual permits are required when destined to the U.S., such as prohibited firearms, related parts and ammunition, and select items controlled under ECL number 2-4.” Global Affairs Canada, “Exports of military goods and technology,” 2023.

<https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/controls-controles/military-goods-2023-marchandises-militaires.aspx?lang=eng#a4>

³ “According to the US government, this contract, valued at US\$55.1 million (approximately CAD\$78.8 million at the time of publication), was awarded to General Dynamics Ordnance and Tactical Systems – Canada (GD-OTS-Canada) in Valleyfield, Quebec on September 26, 2024. It amended a larger agreement signed in July 2019 between the Canadian Commercial Corporation (CCC), acting on behalf of GD-OTS-Canada, and the DOD, operating through Army Contracting Command – New Jersey.” Kelsye Gallagher, “Canada under Contract to Supply the IDF with Artillery Propellant,” *Project Ploughshares*, 2025.

<https://ploughshares.ca/canada-under-contract-to-supply-the-idf-with-artillery-propellant/>

⁴ “The GD–OTS Canada propellant plant located in Valleyfield, Quebec specializes in the development and manufacture of extruded propellant. The plant is recognized worldwide for its large caliber propellant production mainly for artillery applications. It is the sole source provider for the US Army’s 155mm MACS High Zone

propellant.” General Dynamics, “Business Units from General Dynamics Participating at CANSEC 2024,” 2024.
<https://www.gdls.com/cansec2024/#:~:text=It%20is%20the%20role%20source%20provider%20for%20the>

⁵ Just two weeks earlier, as yet another example, the US Secretary of State approved the sale to Israel of over 50,000 120mm high-explosive mortar cartridges worth US\$61.1 million, also to be produced at a General Dynamics Ordnance and Tactical Systems factory in Quebec. “The Government of Israel has requested to buy fifty thousand (50,000) M933A1 120mm High Explosive (HE) mortar cartridges with M783 fuzes that will be added to a previously implemented case whose value was under the congressional notification threshold.... The estimated total cost is \$61.1 million. Deliveries are estimated to begin in 2026. The United States is committed to the security of Israel, and it is vital to U.S. national interests to assist Israel to develop and maintain a strong and ready self-defense capability. This proposed sale is consistent with those objectives. The proposed sale will improve Israel's capability to meet current and future enemy threats, strengthen its homeland defense, and serve as a deterrent to regional threats. ... *The principal contractor will be General Dynamics Ordnance and Tactical Systems Inc., located in Quebec, Canada.*” Defense Security Cooperation Agency, “Israel – M933A1 120mm High Explosive Mortar Cartridges,” 2024.
<https://web.archive.org/web/20250323022615/https://www.dsca.mil/press-media/major-arms-sales/israel-m933a1-120mm-high-explosive-mortar-cartridges>

⁶ For example, “Canadian partners provide aerospace parts” for Boeing’s Apache attack helicopter and F-15 fighter jet, both of which the Israeli Air Force is using in Gaza. Boeing, “Boeing in Canada,”nd.
<https://www.boeing.ca/boeing-in-canada#backgrounder>

⁷ “Visiting the Israeli Air Force’s fleet of F-35I fighter jets, IDF Chief of Staff Lt. Gen. Herzl Halevi warns that Israel “knows how to reach anywhere in the Middle East.” “We are already a month into the war, hitting Hamas very, very hard, hitting the leadership of Hamas, hitting the commanders, hitting the terrorists, destroying Hamas’s infrastructure in Gaza, and we are also constantly ready for other areas,” says Halevi to soldiers at the Nevatim airbase. “This [air] base knows how to reach anywhere in the Middle East.” Halevi tells the soldiers that he recently saw an F-35I jet providing air support to troops some 200 meters (some 656 feet) away in the Gaza Strip. “We never did anything like this. With very heavy munitions, a very good connection between what the [ground] force needs and what the plane knows to give,” he says. “This connection of air and land together, we always knew it was strong, we see now that it is much stronger than we knew.”” Emanuel Fabian, “IDF chief says Israel ‘knows how to reach anywhere in the Middle East,’” *The Times of Israel*, 2024.
https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/idf-chief-says-israel-knows-how-to-reach-anywhere-in-the-middle-east/

The use of F-35I war planes in Israel’s assault on Gaza is further corroborated in media coverage of the ongoing aerial assault. Stephen Losey, “US quickly updated Israeli F-35s after Hamas attack, officials say,” *Defence News*, Dec 13, 2023.

<https://www.defensenews.com/air/2023/12/13/us-quickly-updated-israeli-f-35s-after-hamas-attack-officials-say/>; Sakshi Tiwari, “F-35 Pilot Speaks On Gaza War! Explains How Israeli ‘Adir’ Stealth Jets Have Proved ‘Very Effective’ Against Hamas,” *The Eurasian Times*, Jan 27, 2024.

<https://www.eurasiantimes.com/newww-f-35-adir-israel-to-acquire -3rd-squadron-of-us/>; “Netherlands court rejects demand to block F-35 fighter jet parts export to Israel, *Middle East Monitor*, Dec 16, 2023.

<https://www.middleeastmonitor.com/20231216-netherlands-court-rejects-demand-to-block-f-35-fighter-jet-parts-export-to-israel/>; Amelia Horgan, “UK factories help build the jets used by the Israeli military. They should be stopped,” *The Guardian*, Dec 11, 2023.

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2023/dec/11/uk-factories-weapons-idf-gaza-protest-movement>

⁸ “Since the late 1990s, at least 110 Canadian-based suppliers have been awarded contracts for the F-35 program valued in excess of C\$3.8-billion. Canadian suppliers have manufactured segments of the F-35’s airframe and a host of internal components, including engine monitoring sensors, printed circuit boards, segments of the landing gear, inserts of the weapons bay door, and the horizontal tail of the aircraft. According to publicly available U.S. Department of Defense federal procurement records, a number of active F-35 production contracts include subawards to Canadian aerospace manufacturers or Canadian-based subsidiaries, including Apex Industries, Asco Aerospace Canada, Avcorp Industries, Centra Industries, Héroux-Devtek, Honeywell ASCa, and Magellan Aerospace. Canadian components produced for the F-35 program are manufactured in Canada and exported to Fort Worth, Texas, to be integrated into the aircraft on the final assembly line, “Plant 4”, a government-owned production facility that is operated by Lockheed Martin.” Kelsey Gallagher, “Fanning the Flames: The grave risk of Canada’s arms exports to Israel,” *Project Ploughshares*, Jan 18, 2024, <https://ploughshares.ca/fanning-the-flames-the-grave-risk-of-canadas-arms-exports-to-israel/>

⁹ “The F-35 Lightning II fighter jet is a fifth-generation stealth weapon system developed by Lockheed Martin. It is flown around the world, and sources *a considerable share of its components from Canadian companies: there is \$2.3 million USD worth of Canadian components on every F-35 jet manufactured.* The F-35 program has strengthened Lockheed Martin’s relationships with Canadian aerospace suppliers who were chosen through a global competitive process.” PricewaterhouseCoopers (PwC), “Lockheed Martin: Study of Economic Impact in Canada,” April 2018, https://web.archive.org/web/20240607192950/https://www.lockheedmartin.com/content/dam/lockheed-martin/canada/documents/PwC_Economic_Impact_Study_of_Canada.pdf

The F-35’s wing bulkhead, the “largest single piece” of the plane, is made by Asco in Delta BC: “The saving grace during that period was Asco’s military contracts, specifically for Lockheed Martin Corp.’s F-35 stealth fighters, for which the B.C. team manufactures the bulkheads. ... Russell said the dollar value of manufacturing the F-35 bulkheads – the fighter’s single largest part, of which Asco has produced 600 to date – is in the “multimillions” each year.” Tyler Orton, “B.C. aerospace industry comeback gaining altitude,” *Business Intelligence for BC*, Sep 15, 2022, <https://www.biv.com/news/transportation/bc-aerospace-industry-comeback-gaining-altitude-8268973>

¹⁰ Anita Anand, “Announcement regarding the F-35 acquisition,” Jan 9 2023, <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/news/2023/01/announcement-regarding-the-f-35-acquisition.html>

¹¹ F35 engine sensors are *only* manufactured by Ottawa-based Gastops according to Lockheed Martin itself. “Developing Tomorrow’s Technology, Today. Checkout the critical tech that our Canadian partners at @gastops provide for every single @theF35 produced globally.” Lockheed Martin Canada, Mar 3 ,2020, <https://x.com/LMCanadaNews/status/1234843542264143879>

¹² While bombs are often the focus of arms embargo campaigns, spare parts for the F-35 - and other fighter jets in Israel's fleet - have been critical to Israel's air war in a way that is frequently overlooked by the public, said Josh Paul, a former State Department official who resigned in protest last October. “Modern fighter jets rely on immense amounts of continuous maintenance,” said Paul, who is now a fellow at the US-based NGO Democracy for the Arab World Now (Dawn). He estimated that for every one hour of flying, a fighter jet requires three hours of maintenance. “If you cut off the supply of spare parts, particularly on something like the F-35s, which relies on a global just-in-time delivery chain, it would very quickly become unflyable.”” Dania Akkad, “Legal battles loom over supply chain keeping Israeli F-35s flying over Gaza and Lebanon,” *Middle East Eye*, Oct 4, 2024, <https://www.middleeasteye.net/news/israel-US-f-35-global-supply-legal-spare-parts>

¹³ “A 39-jet fleet of Israeli Air Force F-35I Adirs have surged to more than five times normal operations since the Oct. 7 attacks by Hamas and have sustained that level with the help of international support, a U.S. Joint Program Office (JPO) official said April 10. ... As a member of the global F-35 spares pool, Israel’s high pace of operations

also has been supported by spare parts deliveries from partner nations, Carpenter said.” Steve Trimble, “”U.S. F-35 Sustainment Lead Details Israel Fleet Ops Since October,” *Aviation Week Network*, April 10, 2024. <https://aviationweek.com/defense-space/budget-policy-operations/us-f-35-sustainment-lead-details-israel-fleet-ops-october>

¹⁴ “Global Affairs documents, reported by the Maple and confirmed by the Star, show the federal government authorized at least \$28.5 million worth of new export permits under the category of military goods and technology exports to Israel during the first two months of the war.” MacCharles, Tonda. “Justin Trudeau Government Pauses Non-Lethal Military Exports to Israel over Human Rights Concerns: Sources.” *Toronto Star*, April 15, 2024. https://www.thestar.com/politics/federal/ottawa-pauses-military-export-permits-for-israel/article_6e602ffe-e212-11ee-a1c5-9f8d01d9d1ea.html

In contrast, the total value of such permits issued in all of the previous year amounted to just over \$21 million. Global Affairs Canada, “Report on exports of military goods from Canada - 2022,” 2022. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/controls-controles/military-goods-2022-marchandises-militaires.aspx?lang=eng>

¹⁵ “Export permits that were approved before Jan. 8 remain in effect, the office of Foreign Minister Melanie Joly said in an emailed statement. “Canada has one of the most rigorous export permit regimes in the world. There are no open permits for exports of lethal goods to Israel,” the statement said. “Since January 8th, the government has not approved new arms export permits to Israel and this will continue until we can ensure full compliance with our export regime.”” Reuters. “Canada Maintains Freeze on New Arms Export Permits to Israel.” CTVNews, November 26, 2024. <https://www.ctvnews.ca/politics/article/canada-maintains-freeze-on-new-arms-export-permits-to-israel/>.

¹⁶ “Joly told reporters she asked her department to look into Canadian companies' existing permits. “We are asking questions to these companies. Following that, I asked my department to look into any existing permits of arms or parts of arms that could have been sent to Israel,” the minister said. “Following that, I suspended this summer around 30 existing permits of Canadian companies and we are asking questions to these companies.” McGrecor, Janyce. “The Government’s Stance on Military Exports to Israel Is Anything but Clear-Cut.” CBC News, October 23, 2024. <https://www.cbc.ca/news/politics/joly-suspensions-analysis-1.7320990>.

¹⁷ As can be pulled from the Export Permit lists received from the Department of Foreign Affairs, Trade and Development related to the motion adopted by the committee on Wednesday, May 22, 2024, which can be found here: <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/44-1/FAAE/related-document/13113401>

¹⁸ Global Affairs Canada, “Annual Report on Strategic Goods and Technologies Pursuant to Section 27 of the Export and Import Permits Act - 2024.” June 6, 2025. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/controls-controles/military-goods-2024-marchandises-militaires.aspx?lang=eng>

¹⁹ Rafael, “Our Story,” nd. <https://www.rafael.co.il/our-story/>

²⁰ Data from the SIPRI Arms Transfers Database: <https://armstransfers.sipri.org/ArmsTransfer/>

²¹ “The government announced Dec. 15 that it is also buying new anti-tank missiles for its troops in the Baltic country. Defense News has confirmed that the Spike LR2 anti-tank system, made by Israeli vendor Rafael Advanced Defense Systems, is the weapon of choice for a cost of \$43 million Canadian. Kened Sadiku, a spokesman for Canada’s Department of National Defence, stated in an email that initial operating capability of the

Spike weapons is expected to be achieved by mid 2024.” David Pugliese, “Canadian NATO troops in Latvia get air-defense, anti-tank upgrades,” *Defense News*, Feb 15 2024.

<https://www.defensenews.com/global/europe/2024/02/15/canadian-nato-troops-in-latvia-get-air-defense-anti-tank-upgrades/>

²² “How Israel’s ‘super-accurate’ Spike missiles may have killed British aid workers in Gaza,” *The Times*.

<https://www.thetimes.com/uk/article/israel-accurate-spike-missile-killed-aid-workers-gaza-idf-rdcsmr3kx?region=global>

²³ Public Services and Procurement Canada, “Contract awarded to acquire a remotely piloted aircraft system for Transport Canada.” December 21, 2020.

<https://www.canada.ca/en/public-services-procurement/news/2020/12/contract-awarded-to-acquire-a-remotely-piloted-aircraft-system-for-transport-canada.html>

²⁴ Harry McNeil, “Elbit Systems secures multi-million dollar contract for aircraft defence systems,” *Airforce Technology*, Nov 30, 2023.

<https://www.airforce-technology.com/news/elbit-systems-secures-multi-million-dollar-contract-for-aircraft-defence-systems/?cf-view>

²⁵ “Elbit Systems to supply TORCH-X battle management solution for Airspace Coordination Centre Modernization project,” *Canadian Army Today*, March 21, 2022.

<https://canadianarmytoday.com/elbit-systems-to-supply-torch-x-battle-management-solution-for-airspace-coordination-centre-project/>

²⁶ Government of Canada, “Types of Sanctions,” Sep 10 2024.

https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/sanctions/types.aspx?lang=eng#a1